



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 18/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BASF (ex COGNIS FRANCE SIDOBRE SINNOVA)**

19 rue Pierre Brasseur  
ZA  
77100 Meaux

Références : E/25-**2973**

Hélios : 63197

Code AIOT : 0006501602

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement BASF (ex COGNIS FRANCE SIDOBRE SINNOVA) implanté 19, rue Pierre Brasseur ZA 77100 Meaux. L'inspection a été annoncée le 06/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 14 novembre 2024 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale « Perte d'utilités ».

Par ailleurs, l'inspection a fait le point sur un dysfonctionnement survenu sur une barrière de sécurité du site en octobre 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BASF (ex COGNIS FRANCE SIDOBRE SINNOVA)
- 19, rue Pierre Brasseur ZA 77100 Meaux
- Code AIOT : 0006501602

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine BASF de Meaux (précédemment dénommée COGNIS), située à 50 km à l'Est de Paris, a été mise en service en 1938 et emploie actuellement environ 120 personnes.

L'usine fabrique principalement des tensio-actifs à destination des industries de détergence et de la cosmétique ainsi que des dérivés d'alcools gras.

L'établissement est soumis à autorisation et est classé "Seveso Seuil Haut" au titre des rubriques 4510 et 4511 par dépassement direct du seuil haut de ces deux rubriques.

En raison de son classement "Seveso Seuil Haut", le site est soumis de fait à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

L'activité est réglementée par l'arrêté préfectoral n°2019/37/DCSE/BPE/IC du 19 juin 2019.

Le site relève également de la directive IED pour son activité de fabrication de produits chimiques organiques et inorganiques au titre des rubriques 3410 et 3420.

Par ailleurs, l'établissement BASF fait l'objet d'un PPRT approuvé par arrêté préfectoral n°13 DSCE IC 017 du 12 février 2013.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Perte d'utilités
- Risque accidentel

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 2.4.2	Demande d'action corrective	2 mois
11	Installations concourant	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 9.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	aux réactions de Sulfatation / Sulfonation			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que la société BASF a mis en place une stratégie pour la gestion de son site en cas de perte d'utilités y compris la perte d'utilité électrique.

L'exploitant a bien identifié l'impact de cette perte d'utilité sur les différentes activités du site et a identifié les actions nécessaires à mettre en place, par atelier, pour limiter les risques accidentels en cas de coupure de courant électrique.

En ce qui concerne le dysfonctionnement ayant eu lieu sur une barrière de sécurité au niveau de l'atelier sulfatation/sulfonation, un rapport d'incident et un plan d'action permettant une meilleure gestion des incidents survenant sur des barrières de sécurité, sont attendus de la part de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
<b>Constats :</b>  Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courrier électronique du 5 novembre 2025 le schéma d'alimentation électrique du site (plan de distribution électrique), la liste des moyens de secours (onduleurs et groupe électrogène) ainsi qu'un plan localisant le groupe de secours sur site (cf partie confidentielle). Interrogé sur le moyen permettant de détecter une coupure électrique, l'exploitant a indiqué que le site ne possède pas une alarme dédiée. Toutefois il a indiqué que plusieurs alarmes retentissent au passage de certains équipements sur onduleurs. Ceci a été confirmé sur le terrain par un employé interrogé dans un des ateliers visités.  Par ailleurs, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier que l'ensemble des barrières de sécurité sont maintenues en fonctionnement lors d'une perte d'utilité électrique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Suite n° 14112025-1 : L'exploitant transmettra les justificatifs du maintien de fonctionnement des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations le temps de mettre en place les actions prévues pour la gestion de la perte d'utilité sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]



**Constats :**

L'exploitant dispose d'une stratégie déclinée sous forme d'une procédure définissant les actions urgentes à mettre en place en cas de perte d'utilité électrique ou autre (gaz, eau, air, etc.) par atelier et zone préalablement définie. Cette procédure référencée MEA-INST-1908 « Que faire en cas de » a été présentée à l'Inspection le 14 novembre 2025 spécifiquement sur la partie perte d'utilité électrique. La stratégie générale est l'arrêt de toutes les unités.

La conception du réseau électrique du site est réalisée de façon à ce qu'une coupure d'électricité sur un atelier/zone n'affecte pas le reste du site.

En cas de coupure électrique, les différents ateliers impactés sont automatiquement mis à l'arrêt. Des mesures de mise en sécurité sont alors mises en place conformément à la procédure précitée.

L'exploitant a bien identifié les installations critiques en identifiant les effets directs d'une perte d'électricité à l'échelle du site ainsi qu'à l'échelle de chaque atelier.

Par ailleurs, l'exploitant dispose d'un point d'entrée direct chez son fournisseur d'énergie qui lui communique le planning des coupures planifiées ainsi que l'origine et la durée prévisionnelle d'indisponibilité en cas de coupure accidentelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Procédure pour la mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

[... ] Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

**Constats :**

Comme indiqué dans les points de contrôle précédents, l'exploitant dispose d'une procédure dédiée pour la mise en sécurité du site en cas de perte d'utilités y compris l'utilité électrique.

Cette procédure est disponible et affichée dans chaque atelier et accessible sur le réseau. L'inspection des installations classées a pu vérifier l'affichage et l'application de cette procédure dans deux ateliers du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Mise en œuvre de la stratégie de mise en sécurité

## **Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

**Constats :**

La procédure MEA-INST-1908, présentée à l'Inspection le jour de la visite du 14 novembre 2025, décrit les consignes à suivre en cas de perte d'utilités selon le type d'utilité concerné. Elle précise les actions à mener pour mettre les activités à l'arrêt en toute sécurité lorsque cela s'avère nécessaire. Elle indique les modalités de redémarrage des activités ou renvoie, le cas échéant, vers des procédures spécifiques de redémarrage.

Elle indique également les personnes (en termes de fonction) à joindre en cas de survenue d'un évènement en heures ouvrables et en dehors de ces heures.

Pour chaque scénario de perte d'utilité et selon sa localisation, une évaluation des impacts ainsi qu'une liste des actions à mettre en œuvre sont détaillées.

Il est rappelé que le site dispose aussi d'une procédure MEA-PR-0505 relative au plan de Continuité d'Activité-Maintien en sécurité des installations. Cette procédure a été transmise à l'Inspection lors d'une précédente visite d'inspection. Elle décrit l'organisation du site en situation de fonctionnement anormale.

Interrogé sur la formation du personnel à cette procédure, l'exploitant a indiqué que celle-ci fait l'objet d'une formation annuelle intégrée aux formations relatives à la mise en sécurité du site.

L'Inspection des installations classées a vérifié les feuilles d'émergence correspondant à cette formation pour le personnel d'un des ateliers du site. Cette formation a eu lieu le 25 octobre 2025, suite à une mise à jour de la procédure intervenue avant la visite d'inspection. L'exploitant a indiqué qu'aucune formation n'avait été dispensée en 2024, la précédente datant de 2023.

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis, par courrier électronique du 28 novembre 2025, les justificatifs attestant de la formation, pour l'année 2025, du personnel des ateliers les plus critiques du site à la procédure MEA-INST-1908.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Modalités de maintien de la mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée



de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'Inspection les mesures mises en place afin de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt, ainsi qu'après l'arrêt des installations en cas de nécessité lors d'une coupure d'électricité.

Il en ressort des éléments présentés par l'exploitant que le maintien des barrières de sécurité n'est pas requis pour la majorité des ateliers du site puisque le process de production sera mis à l'arrêt sans risque, seul un atelier nécessite des actions particulières. Sur un autre des ateliers, les barrières de sécurité instrumentées sont remplacées par une mesure de sécurité organisationnelle/manuelle (cf partie confidentielle).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »

**Constats :**

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant avait transmis à l'inspection des installations classées la liste des onduleurs du site (au nombre de 6), le plan de distribution électrique et le plan des coupures électriques localisant les transformateurs du site.

Le jour de la visite, l'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer quel équipement est associé à quel onduleur.

Par ailleurs, aucune information sur la liste des équipements ou barrières de sécurité alimentées

par dispositif de secours n'a pu être transmise.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La transmission des justificatifs demandés au point de contrôle n°1 permettra de répondre à l'écart constaté dans ce point de contrôle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique : dimensionnement

**Prescription contrôlée :**

Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.

**Constats :**

L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées les rapports de vérification et maintenance des onduleurs et du groupe électrogène du site.  
Sur ces différents rapports sont indiquées les caractéristiques des dispositifs de secours (marque, puissance, autonomie, etc..).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Maintenance et test

**Prescription contrôlée :**

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise

en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.

**Constats :**

L'exploitant indique que les onduleurs sont contrôlés une fois par an par un prestataire extérieur. 6 rapports de contrôles effectués sur l'année 2024 des 6 onduleurs du site ont été transmis à l'inspection. Les rapports des trois premiers contrôles de 2025 n'ont pas encore été transmis. Les rapports des vérifications des onduleurs effectuées en 2024 mentionnaient des remarques dont certaines ont été levées en 2025 (présentation des rapports en séances), d'autres restent en attente (Cf partie confidentielle).

Le système de protection incendie du site (sprinkleur) fonctionne avec un groupe motopompe diesel. A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis le 28 novembre 2025 les fiches de vérifications hebdomadaires du système de protection incendie, vérifications réalisées par la maintenance interne, ainsi que le rapport de contrôle semestriel du système sprinkleur du 6 juin 2025. Ce rapport relevait les 2 observations suivantes :

- fuite sur le circuit de carburant (au niveau du raccord d'alimentation pompe d'amorçage) (source B2)
- fumée importante s'échappe du reniflard (Source B1).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Suite n°14112025-2 :** L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les rapports de vérification des onduleurs pour l'année 2025. Si ces rapports indiquent des observations, l'exploitant transmettra le plan d'action envisagé pour la levée desdites observations.

**Suite n°14112025-3 :** L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs de la levée des observations figurant dans le rapport de vérification du système de sprinklage du mois de juin 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Plan d'action (6)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en conformité

**Prescription contrôlée :**

[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026.

**Constats :**

Au vu des modalités mises en place pour la gestion des pertes d'utilités du site, l'exploitant ne prévoit de modifications ou des travaux particuliers sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Déclaration et rapport**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 2.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rapport d'incident

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées sauf décision contraire du Préfet de Seine-et-Marne.

**Constats :**

Un dysfonctionnement est survenu sur une barrière de sécurité dans les installations concourant aux réactions de sulfatation/sulfanation du site. Les premiers signes de défaillance de cette barrière ont été identifiés lors de la vérification semestrielle de la barrière effectuée en mars 2025. Cette défaillance a été confirmée lors de la vérification semestrielle de septembre 2025. Toutefois, l'Inspection n'a été informée de cet incident qu'en octobre 2025.

L'exploitant a indiqué qu'un défaut de circulation des informations entre les équipes a entraîné une prise de connaissance tardive de la situation par la Direction. Selon l'exploitant, les opérateurs de l'atelier en question ont géré l'incident à leur niveau sans informer la Direction.

Selon l'exploitant, dès que la Direction en a été informée, en septembre 2025, des actions correctives et des mesures compensatoires ont été mises en place dans l'attente de la réparation de la barrière de sécurité défaillante. Un suivi hebdomadaire des mesures compensatoires a été mis en place et transmis à l'inspection des installations classées.

Par courrier du 4 décembre 2025, l'exploitant a informé l'Inspection que la barrière de sécurité avait été remplacée et était désormais opérationnelle. Le justificatif correspondant a également été transmis.

Lors de la visite du 14 novembre 2025, l'inspection a constaté pour cet incident que la procédure de modification temporaire ou d'urgence (MOC : *Gestion des modifications (MOC pour Management Of Change)*, référencée MEA-PR-0390) n'a pas été appliquée.

En conséquence, l'inspection a demandé à l'exploitant d'établir a posteriori un formulaire MOC relatif à cet incident afin d'assurer sa traçabilité dans la base de données "shunt/by-pass" des MMR

du site.

Ce formulaire a été transmis post-inspection par courrier électronique du 28 novembre 2025.

Par ailleurs, l'inspection des Installations classées a demandé à l'exploitant d'investiguer les failles et causes qui ont conduit à ce que d'une part la Direction ne soit pas informée immédiatement de l'incident, s'agissant d'une barrière de sécurité sur le site, et d'autre part à ne pas avoir appliqué l'application de la procédure MOC.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Suite n°14112025-4 :** L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un rapport d'analyse de l'incident survenue sur la barrière de sécurité de l'atelier de sulfatation/sulfonation indiquant les causes de la mauvaise gestion de la communication interne sur cet incident ainsi que l'absence d'application de la procédure MOC.

Il transmettra également le plan d'action envisagé pour s'assurer que ces écarts ne se reproduisent plus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Installations concourant aux réactions de sulfatation / sulfonation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 9.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositif de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Cf Annexe confidentielle

**Constats :**

Cf annexe confidentielle

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Suite 14112025-5 :** L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs indiqués en annexe confidentielle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois